

Identifiant de l'acte délivré par la préfecture :
083-248300543-20250630-lmc1397169-DE-1-1
Date de validation par la préfecture : mercredi 2 juillet 2025
Date de publication : 02/07/2025

**BUREAU METROPOLITAIN DU
LUNDI 30 JUIN 2025**

NOMBRE D'ELUS METROPOLITAINS EN EXERCICE : 16		
QUORUM : 9		
PRESENTS	REPRESENTES	ABSENTS
13	0	3
OBJET DE LA DECISION		
N° 25/389		
PROTOCOLE D'ACCORD TRANSACTIONNEL AVEC LE GROUPEMENT CONJOINT MICHAT/AVIAPARK - PARKINGS TASSIGNY ET HOTEL DE VILLE A SIX- FOURS-LES-PLAGES - AUTORISATION DE SIGNATURE		

Le Bureau Métropolitain de la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE régulièrement convoqué, a été assemblé sous la présidence de Monsieur Jean-Pierre GIRAN.

PRESENTS :

M. Thierry ALBERTINI, Mme Hélène ARNAUD-BILL, M. Robert BENEVENTI, M. Robert CAVANNA, M. Jean-Pierre GIRAN, M. Arnaud LATIL, Mme Geneviève LEVY, M. Cheikh MANSOUR, M. Jean-Louis MASSON, M. Ange MUSSO, M. Hervé STASSINOS, M. Gilles VINCENT, M. Joseph MINNITI.

ABSENTS :

Mme Josée MASSI, M. Francis ROUX, M. Jean-Sébastien VIALATTE.

DÉCISION MÉTROPOLITAINE

N° 25/389

BUREAU DU 30 JUIN 2025

**O B J E T : PROTOCOLE D'ACCORD TRANSACTIONNEL AVEC LE
GROUPEMENT CONJOINT MICHA/AVIAPARK -
PARKINGS TASSIGNY ET HOTEL DE VILLE A SIX-
FOURS-LES-PLAGES - AUTORISATION DE
SIGNATURE**

LE BUREAU MÉTROPOLITAIN,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le décret n°2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la
Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU la délibération n°23/05/078 du 4 mai 2023 portant délégations au Président et au
Bureau,

VU la Circulaire du 7 septembre 2009 relative au recours à la transaction pour la prévention et le règlement des litiges portant sur l'exécution des contrats de la commande publique,

VU la Circulaire du 6 avril 2011 relative au développement du recours à la transaction pour régler amiablement les conflits,

VU le projet de protocole d'accord transactionnel joint,

CONSIDERANT qu'une consultation ayant pour objet la fourniture et pose nécessaires à l'extension ponctuelle d'un système de Jalonnement Dynamique pour les Parkings TASSIGNY et HOTEL DE VILLE exploités par la régie Métropolitaine du stationnement de la Métropole Toulon Provence Méditerranée à Six-Fours-les-Plages a été lancée le 5 avril 2024,

CONSIDERANT que la notification du marché n°08MAP2024 susvisé au groupement conjoint MICHAT ELECTRONIQUE / AVIAPARK SERVICES intervenue le 11 juillet 2024, valait démarrage du délai d'exécution,

CONSIDERANT que le délai contractuel d'exécution était fixé à 12 semaines suivant notification soit un terme au 3 octobre 2024,

CONSIDERANT que les prestations prévues au marché 08MAP2024 étaient assujetties à la réalisation préalable de divers travaux de voirie, dont l'exécution a été pour partie différée,

CONSIDERANT que les prestations prévues au marché 08MAP2024 étaient également assujetties à la fourniture de cartes « SIM » par la Métropole Toulon Provence Méditerranée or cette fourniture est intervenue au 14 février 2025,

CONSIDERANT que les prestations prévues au marché 08MAP2024 étaient également assujetties à la fourniture de cartes « SIM » par la Métropole Toulon Provence Méditerranée or cette fourniture est intervenue au 14 février 2025,

CONSIDERANT qu'au regard des éléments qui précèdent, les prestations ont été exécutées en dehors de la période contractuelle, et ce, du fait de l'impossibilité rencontrée par la Métropole de pouvoir fournir les cartes SIM dans le délai imparti,

CONSIDERANT que suite aux difficultés rencontrées qui ne sont pas imputables aux prestataires du groupement conjoint MICHAT ELECTRONIQUE / AVIAPARK SERVICES, la Direction du Stationnement aurait dû produire un Ordre de service suspendant les prestations, et que cet Ordre de Service n'a pas été réalisé,

CONSIDERANT ces éléments, l'exécution totale de la prestation prévue au marché 08MAP2024 a été différée au 25 Mars 2025, date de service fait pour la société AVIAPARK SERVICES et au 27 mars 2025 pour la société MICHAT ELECTRONIQUE,

CONSIDERANT que le présent protocole d'accord a pour objet de mettre fin, par le paiement des sommes dues au groupement conjoint MICHAT ELECTRONIQUE / AVIAPARK SERVICES au titre des factures FA25072 (chrono 8702) et FA0615848 (chrono 8384), au différend qui l'oppose à la Métropole TPM, et de prévenir tout litige à naître,

CONSIDERANT que la Métropole Toulon Provence Méditerranée accepte de verser au groupement conjoint MICHAT ELECTRONIQUE / AVIAPARK SERVICES la somme de 38 029,92 € TTC due au titre du paiement des factures FA25072 (chrono 8702) et FA0615848 (chrono 8384) et ce conformément au protocole ci-joint,

Et après en avoir délibéré,

D E C I D E

ARTICLE 1

D'ADOPTER l'exposé qui précède.

ARTICLE 2

D'AUTORISER Monsieur le Président à signer à signer le protocole transactionnel ci-joint.

ARTICLE 3

DE DIRE que les crédits sont inscrits à l'opération N°702, Article N°2152, Budget Principal.

Ainsi fait et délibéré les jours, ou mois et ans que dessus.
Pour extrait certifié conforme au registre.

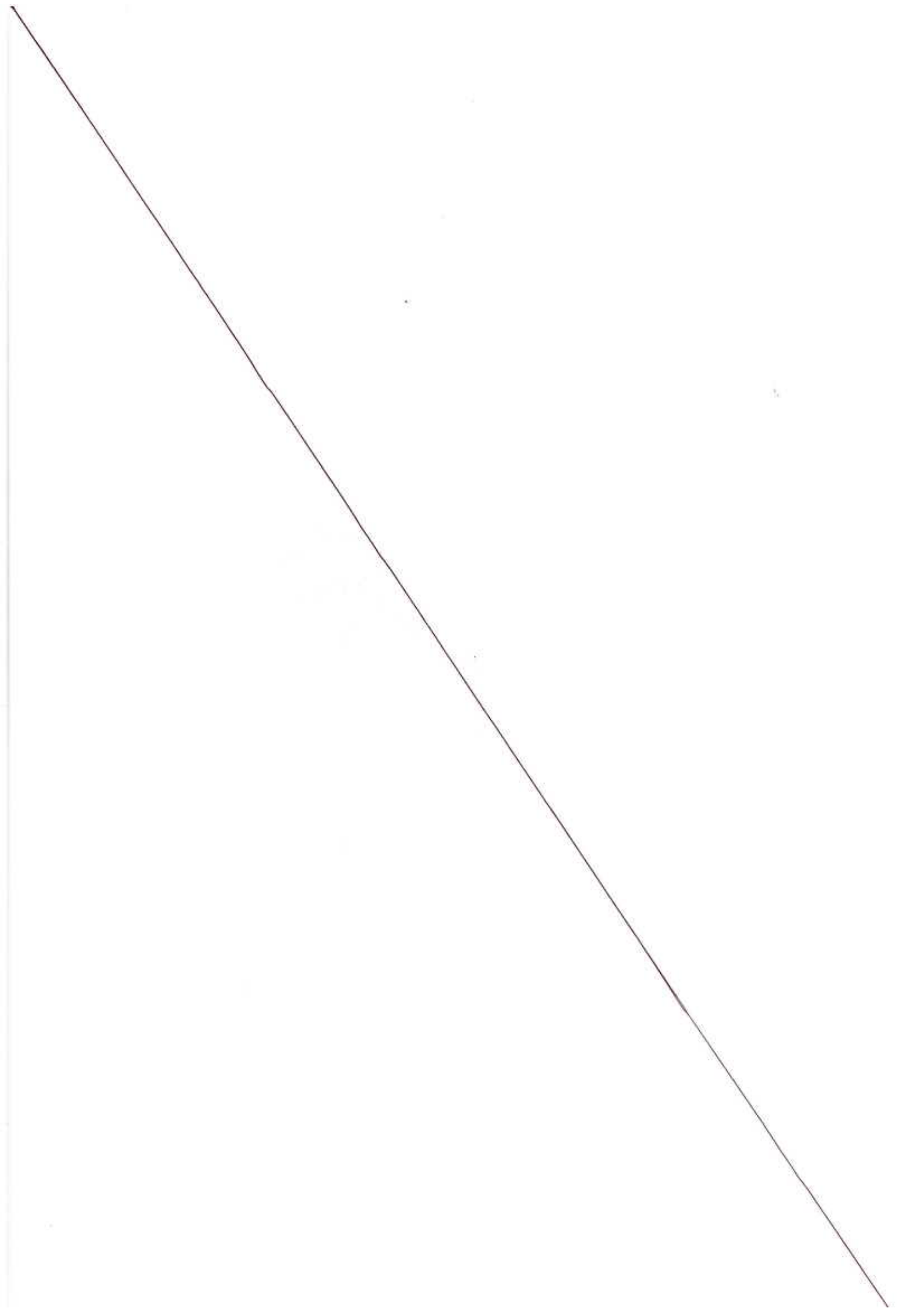
Fait à Toulon, le 30 juin 2025

Jean-Pierre GIRAN

Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée

POUR	13
CONTRE	0
ABSTENTION	0





PROTOCOLE D'ACCORD TRANSACTIONNEL

ENTRE :

La Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE

Sise 107, Avenue Henri Fabre, CS 30 536, 83041 TOULON CEDEX 9

Pris en la personne de son Président, **Monsieur Jean-Pierre GIRAN**, dûment habilité par une délibération n en date du

Ci-après dénommée « Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE », maître d'ouvrage

D'une part,

ET

Les sociétés membres du groupement conjoint :

MICHAT ELECTRONIQUE sise 8 rue Anders Celsius – 26540 MOURS ST EUSEBE

Prise en la personne de son Gérant, **Monsieur Eric MICHAT**, dûment habilité

AVIAPARK SERVICES sise 135 Avenue Eugene DONADEI – 06700 SAINT LAURENT DU VAR

Prise en la personne de son Gérant, **Monsieur Sylvain GHIPPONI**, dûment habilité

Ci-après dénommés « les Titulaires »,

D'autre part

IL EST PREALABLEMENT RAPPELE CE QUI SUIIT :

Le 05 Avril 2024 une consultation ayant pour objet la fourniture et pose nécessaires à l'extension ponctuelle d'un système de Jalonnement Dynamique pour les Parkings TASSIGNY et HOTEL DE VILLE exploités par la régie Métropolitaine du stationnement de la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE à SIX-FOURS-LES-PLAGES a été lancée.

L'offre du Groupement MICHAT Electronique / AVIAPARK Services a été retenue pour un montant total de 38 029,93€TTC

La notification du marché n°08MAP2024 susvisé au groupement conjoint MICHAT ELECTRONIQUE / AVIAPARK SERVICES intervenue le 11 juillet 2024 valait démarrage du délai d'exécution.

Le délai contractuel d'exécution était fixé à 12 semaines suivant notification soit un terme au 03 octobre 2024.

Les prestations prévues au marché 08MAP2024 étaient assujetties à la réalisation préalable de divers travaux de voirie, dont l'exécution a été pour partie différée.

Les prestations prévues au marché 08MAP2024 étaient également assujetties à la fourniture de cartes « SIM » par la Métropole Toulon Provence Méditerranée or cette fourniture est intervenue au 14 février 2025.

Aussi au regard des éléments qui précèdent, les prestations ont été exécutées en dehors de la période contractuelle, et ce, du fait de l'impossibilité rencontrée par la Métropole de pouvoir fournir les cartes SIM dans le délai imparti.

Suite aux difficultés rencontrées qui ne sont pas imputables au prestataires du groupement conjoint MICHAT ELECTRONIQUE / AVIAPARK SERVICES, la Direction du Stationnement aurait dû produire un Ordre de service suspendant les prestations. Cet Ordre de Service n'a pas été réalisé.

Considérant ces éléments, l'exécution totale de la prestation prévue au marché 08MAP2024 a été différée au 25 Mars 2025, date de service fait pour la société AVIAPARK SERVICES et au 27 mars 2025 pour la société MICHAT ELECTRONIQUE.

Aussi à ce jour le décompte des factures restant à régulariser figure ci-après :

08MAP2024			
N° Facture	Date Facture	Tiers	Montant € TTC
FA25072 (chrono 8702)	16.07.2024	MICHAT ELECTRONIQUE	34 962.00 € TTC
FA0615848 (chrono 8384)	21.10.2024	AVIAPARK SERVICES	3 067.92 € TTC
			38 029.92 € TTC

Soit un montant total de **38 029.92 € TTC**

Utilité de la présente transaction :

La section des Etudes et du Rapport du Conseil d'Etat rappelle l'importance et l'utilité du règlement amiable des litiges en précisant :

« Les collectivités publiques doivent, parce qu'elles assurent une mission d'intérêt général, privilégier la prévention des litiges » (Documentation française 1993, p.74).

« Qu'il est possible et souhaitable de recourir à la démarche transactionnelle chaque fois que la collectivité publique est certaine que sa responsabilité est engagée et a causé un préjudice ».

La circulaire du 7 septembre 2009 relative au recours à la transaction pour la prévention et le règlement des litiges portant sur l'exécution des contrats de la commande publique, encourage la conclusion de règlement rapide et amiable des différends tout en permettant une gestion économe des deniers publics.

La circulaire du 6 avril 2011 relative au développement du recours à la transaction pour régler amiablement les conflits, invite à « la recherche d'une solution amiable pouvant conduire à la conclusion d'une transaction dans tous les cas où elle permet d'éviter un contentieux inutile et coûteux, tant pour l'administration que pour les personnes intéressées. La transaction facilite le règlement des différends. Elle permet ainsi une gestion économe des deniers publics, tout en favorisant une indemnisation rapide des parties ».

L'article 46 du CCAG Fournitures courantes et de Services de 2021 indique également que « Le pouvoir adjudicateur et le titulaire s'efforceront de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du marché ou à l'exécution des prestations objet du marché. »

C'est dans ces conditions que les parties ont décidé de se rapprocher et de mettre fin au litige qui les oppose, dans les conditions ci-après définies.

La Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE a admis de payer les factures dues pour les prestations ci avant mentionnées pour un montant total de **38 029.92 € TTC**.

Les Titulaires ont renoncé à introduire un recours contentieux à l'encontre de la Métropole afin d'obtenir le paiement des sommes dues ainsi que le versement d'indemnités en réparation du préjudice subi.

Selon une logique de concessions réciproques, les parties sont donc parvenues à un accord.

Elles sont ainsi convenues de ce qui suit à titre de transaction irrévocable et définitive, au sens des articles 2044 et suivants du Code Civil.

Ceci rappelé, il a donc été convenu et arrêté ce qui suit :

ARTICLE 1 : OBJET

Le présent protocole d'accord a pour objet de mettre fin au différend qui oppose la société groupement conjoint MICHAËL ELECTRONIQUE / AVIAPARK SERVICES à la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE par le paiement de la créance due au titre du contrat relatif à la prestation d'extension ponctuelle d'un système de jalonnement dynamique pour les parkings Tassigny et Hôtel de Ville exploités par la régie métropolitaine du stationnement de la Métropole Toulon Provence Méditerranée, à Six-Fours-Les-Plages, et de prévenir ainsi tout litige à naître.

ARTICLE 2 : ACCORD TRANSACTIONNEL

Conformément aux développements figurant au préambule, la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE accepte de verser aux titulaires la somme de 38 029.92 € TTC au titre des prestations précédemment évoquées.

Ce montant est calculé comme suit :

08MAP2024			
N° Facture	Date Facture	Tiers	Montant € TTC
FA25072 (chrono 8702)	16.07.2024	MICHAT ELECTRONIQUE	34 962.00 € TTC
FA0615848 (chrono 8384)	21.10.2024	AVIAPARK SERVICES	3 067.92 € TTC
			38 029.92 € TTC

Les Titulaires renoncent irrévocablement à toute demande, réclamation, et se désistent de toute instance et action judiciaire ayant pour cause directe ou indirecte les faits exposés au préambule, et plus largement l'exécution du marché objet du présent protocole transactionnel

Les parties s'accordent sur le fait que les garanties conformément à l'article 33 du CCAG-FCS, continuent de s'appliquer.

ARTICLE 3 : MODALITES DE VERSEMENT DES SOMMES DUES

La Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE s'engage à régler les sommes dues au titre de l'article 2 du présent protocole, dans un délai de 30 jours à compter du dépôt par les Titulaires d'une facture sur le portail chorus Pro.

ARTICLE 4 : EFFETS DU PRESENT PROTOCOLE

Le présent protocole constitue une transaction au sens des dispositions des articles 2044 et suivants du Code civil, et plus particulièrement de l'article 2052 du Code civil.

Cet accord a pour effet de remplir les parties dans leurs droits et mettre fin à tous litiges nés ou à naître à raison du non-paiement des factures dues au titre des prestations d'extension ponctuelle d'un système de jalonnement dynamique pour les parkings Tassigny et Hôtel de Ville exploités par la régie métropolitaine du stationnement de la Métropole Toulon Provence Méditerranée, à Six-Fours-Les-Plages.

Les parties renoncent en conséquence à toute instance et action future pour tout litige relatif à l'objet du présent protocole du chef du non-paiement des factures des prestations d'extension ponctuelle d'un système de jalonnement dynamique pour les parkings Tassigny et Hôtel de Ville exploités par la régie métropolitaine du stationnement de la Métropole Toulon Provence Méditerranée, à Six-Fours-Les-Plages.

Chacune des parties reconnaît que le respect de ses obligations est directement conditionné par le respect de l'autre partie de ses propres obligations de sorte que nul ne peut se prévaloir isolément de l'une d'entre elles.

Le présent protocole d'accord aura entre les parties l'autorité de la chose jugée en dernier ressort et ne pourra être attaqué pour quelques causes que ce soit notamment cause d'erreur de droit, ni pour cause de lésion.

Tout différend relatif à la validité, l'interprétation ou l'exécution du présent protocole sera de la compétence du Tribunal Administratif de Toulon.

ARTICLE 5 : PRISE D'EFFET DU PRESENT PROTOCOLE

Le présent protocole prendra effet dès sa signature, sa transmission au représentant de l'Etat et sa notification au Titulaire.

Fait à Toulon, le

Pour la société MICHAT ELECTRONIQUE	Pour la société AVIAPARK SERVICES	Pour la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE
Monsieur Eric MICHAT	Monsieur Sylvain GHIPPONI	Monsieur Jean-Pierre GIRAN Président

Convention relative au financement des travaux de reprise de voirie de la rue Henri Matisse à Toulon

Entre

La SOCIETE DES AUTOROUTES ESTEREL, COTE D'AZUR, PROVENCE, ALPES (ESCOTA), Société Anonyme au capital de 131 544 945, 85 €, dont le siège social est situé 432, Avenue de Cannes — 06210 MANDELIEU LA NAPOULE, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de CANNES sous le numéro 562 041 525 RCS CANNES représentée par Monsieur Salvador NUNEZ, Directeur Opérationnel.

Ci-après dénommée « ESCOTA »

Et

La Métropole Toulon Provence Méditerranée, représentée par son Président, Monsieur Jean-Pierre GIRAN, dûment habilité par décision du Bureau Métropolitain n° en date du

Ci-après dénommée « la Métropole TPM »

Ci-après individuellement ou collectivement désignée(s) par la ou les « Partie(s) »

ETANT PREALABLEMENT EXPOSE QUE :

Par la convention du 3 août 1982, modifiée par avenants, l'Etat a concédé à ESCOTA la construction, l'exploitation et l'entretien d'ouvrages autoroutiers. A ce titre, ESCOTA est amenée à mettre en œuvre des projets sur le domaine public autoroutier, en particulier la mise à 2 fois 3 voies de l'autoroute A57 de l'échangeur de Benoit Malon / Saint-Jean-du-Var (PR 0, A57) jusqu'à la bifurcation autoroutière de l'A57 vers l'A570 (ci-après le « Projet »).

Le Projet a été déclaré d'utilité publique par arrêté de la préfecture du Var, en date du 27 Novembre 2018.

Pour les besoins du Projet, une base vie a été installée au dernier trimestre 2021, située 250, vieux chemin de Sainte Musse à Toulon dont l'accès s'effectue par la rue Henri Matisse.

Pendant les quatre années de travaux, la rotation de nombreux véhicules vers le chantier de la mise à 2 fois 3 voies de l'A57, dont une majorité de poids lourds, a accéléré prématurément le vieillissement de la chaussée de la rue Henri Matisse.

Cette rue, dont la gestion est assurée par la Métropole TPM, doit ainsi faire l'objet d'une remise en état de la structure de chaussée et d'une réfection de la couche de roulement.

ESCOTA, maître d'ouvrage des travaux à l'origine de la dégradation de la chaussée a accepté de financer la réalisation des travaux de remise en état ; les Parties se sont rencontrées en vue de définir, au sein de la présente convention (ci-après « la Convention »), les modalités de cet accord.

Ceci étant exposé, il est convenu ce qui suit.

ARTICLE 1 - Objet de la Convention

La Convention définit les obligations de chacune des Parties au titre du financement, par ESCOTA, de l'exécution des travaux de reprise de voirie rue Henri Matisse par la Métropole TPM.

ARTICLE 2 - Localisation des travaux et estimation financière

2.1 Localisation et périmètre des travaux de reprise de voirie

La rue Henri Matisse se situe sur le territoire de la commune de Toulon, au sud de l'Autoroute A57. Le périmètre des travaux de reprise de voirie à entreprendre est situé entre le giratoire des Armaris et le giratoire de la jonction entre la rue Henri Matisse et le Vieux chemin de Sainte Musse (voir Annexe 1).

Les travaux comprennent la démolition de la voirie existante ; la reprise de la structure et du revêtement de chaussée ; la mise à niveau de chambre, cadre, grille, bouche à clé et la reprise de la signalisation horizontale.

2.2 — Estimation financière

L'estimation financière des travaux de reprise de voirie a été réalisée par la Métropole TPM ; elle s'établit à 287 069 € HT, soit 344 482 € TTC.

ARTICLE 3 - Engagements des Parties

3.1 - Engagements de la Métropole TPM

La Métropole TPM s'engage à réaliser les travaux de reprise de voirie décrits à l'article 2.1 de la Convention. La Métropole TPM informera ESCOTA de la réception des travaux.

3.2 - Engagements d'ESCOTA

ESCOTA s'engage à financer la réalisation des travaux décrits à l'article 2.1 dans les conditions précisées à l'article 5.1 de la Convention.

ARTICLE 4 - Calendrier prévisionnel de réalisation

La Métropole TPM envisage de commencer les travaux en septembre 2025. Le calendrier se divise en une phase de préparation d'un mois suivie de deux mois consacrés à la réalisation des travaux.

ARTICLE 5 - Dispositions financières

5.1 - Montant de la participation d'ESCOTA

ESCOTA s'engage à financer les travaux de reprise de voirie de la rue Henri Matisse visés à l'article 2.1 de la Convention, à hauteur d'un montant maximal de DEUX CENT QUATRE VINGT SEPT MILLE SOIXANTE NEUF EUROS (287 069 €) HT, soit TROIS CENT QUARANTE QUATRE MILLE QUATRE CENT QUATRE VINGT DEUX EUROS (344 482 €) TTC, lequel correspond à l'estimation financière visée à l'article 2.2, sur justification des factures acquittées.

Un éventuel dépassement de ce montant ne sera remboursé qu'à la condition d'avoir été autorisé préalablement par ESCOTA et sur transmission des factures acquittées.

5.2 - Modalités de règlement

La Société ESCOTA s'engage à rembourser la Métropole TPM pour les travaux réalisés dans les conditions définies à l'article 5.1 de la Convention. Le remboursement sera effectué en une seule fois, après notification par la Métropole TPM à ESCOTA de la réception des travaux dans un délai maximum de 30 jours à compter de la réception de la totalité des factures acquittées.

Le versement de ce montant se fera sur présentation d'un avis de sommes à payer de la Trésorerie de Toulon, adressé à :

ESCOTA
Direction d'Opérations d'A57 10, Impasse des Roitelets
83 190 Cuers
Téléphone : 04 94 99 77 62

Le montant remboursé à la Métropole TPM, déterminé selon les conditions définies à l'article 5.1 de la Convention sera payé par ESCOTA à la Métropole TPM par virement bancaire au profit du compte suivant :

Relevé d'identité bancaire A utiliser exclusivement pour les virements émis au profit du Compte d'opérations BDF du compte			
TITULAIRE :		SERVICE DE GESTION COMPTABLE DE TOULON	
DOMICILIATION :		BDF TOULON	
RIB automatisé/classique :			
CODE BANQUE	CODE QUICHET	N°COMPTE	CLE RIB
30001	00031	C033000000	27
IBAN		FR00 3000 1000 3100 3300 0000 027	
Identifiant SWIFT de la BDF (BIC)		BDFEFRPPCCT	

ARTICLE 6 - Durée de la Convention

La Convention prend effet à la date de signature de la dernière Partie signataire de la Convention. Elle s'achève après la fin des travaux de reprise de voirie de la rue Henri Matisse décrits à l'article 2.1

de la Convention. Dans tous les cas, la Convention s'achèvera au 31 décembre 2025.

Toute modification apportée à la Convention fera l'objet d'un avenant écrit et signé entre les Parties.

ARTICLE 7 - Résiliation de la Convention

Au cas où une Partie manquerait à l'une quelconque de ses obligations contractuelles pour l'exécution de la Convention, la Partie lésée pourra, par lettre recommandée avec avis de réception, la mettre en demeure de remédier à ce manquement.

Si dans les trente (30) jours suivant la réception de ladite lettre, la Partie défaillante n'a pas intégralement remédié à ce manquement, la Partie lésée pourra lui notifier, par lettre recommandée avec accusé de réception, la résiliation de plein droit à ses torts et risques de la Convention, en précisant la date de prise d'effet de cette résiliation.

ARTICLE 8 : Responsabilité

Les Parties s'engagent à exécuter les obligations à leur charge décrites dans la Convention avec tout le soin en usage dans leurs professions et à respecter les règles de l'art en vigueur en la matière.

Les Parties sont responsables des conséquences du non-respect de leurs engagements au titre de la Convention.

ARTICLE 9 – Confidentialité

Les Parties sont tenues à une stricte obligation de confidentialité concernant la Convention. Ainsi, elles conviennent de ne pas communiquer à des tiers les informations ou documents échangés entre elles dans le cadre ou en application de la Convention.

Chacune des Parties s'engage à préserver les informations confidentielles de l'autre Partie. Une information confidentielle désigne toute information ou donnée de nature technique, commerciale, financière, juridique, organisationnelle ou de toute autre nature divulguée ou transmise dans le cadre de la Convention par l'une des Parties à l'autre Partie, par quelque moyen que ce soit.

ARTICLE 10 - Protection des données à caractère personnel

Lorsque des termes définis respectivement dans le règlement (UE) 2016/679 figurent aux présentes, ils s'entendent comme dans le Règlement (UE) 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des Données à caractère personnel (ci-après « **RGPD** »).

Chaque Partie collecte et traite les Données à caractère personnel de l'autre Partie et de son personnel en qualité de Responsable de traitement distinct à des fins :

- De gestion et de suivi de la Convention au titre de son exécution,
- De gestion administrative et de tenue de la comptabilité générale et des

comptabilités auxiliaires qui peuvent lui être rattachées au titre des obligations légales qui lui sont applicables.

Les Données à caractère personnel concernées sont :

- Les données d'identification,
- Les données relatives à la vie professionnelle,
- Les données relatives à la facturation et au règlement,
- Les données relatives au suivi de la relation commerciale.

Les Données à caractère personnel seront destinées au personnel de chaque Partie en charge de la gestion et du suivi contractuel, de la gestion administrative et comptable et les organismes de contrôle ainsi que les organismes publics exclusivement pour répondre aux obligations légales.

Elles seront conservées pendant la durée de la Convention allongée du délai de prescription légale, puis pendant une durée nécessaire au respect des obligations légales comptables, fiscales et sociales des Parties.

Le personnel de chaque Partie peut accéder aux Données à caractère personnel le concernant, les rectifier, demander leur effacement ou exercer son droit à la limitation du traitement de ses Données en contactant les personnes suivantes :

- Pour ESCOTA, en contactant le DPO à l'adresse : dpd@vinci-autoroutes.com.
- Pour la Métropole TPM, en contactant à l'adresse : donneespersonnelles@metropoletpm.fr

Chaque Partie s'engage à porter à la connaissance de son personnel, l'ensemble des informations requises par l'article 13 du RGPD, notamment concernant l'identité du Responsable de traitement, la finalité du traitement, et les modalités pour exercer les droits sur leurs Données à caractère personnel auprès de chaque partie, au titre de la présente Convention.

Dans ce cadre, chaque Partie précise auprès de son personnel qu'une réclamation peut être adressée à la CNIL, après avoir sollicité le Responsable du traitement, s'il estime que les éléments apportés en réponse de cette sollicitation ne respectent pas ses droits.

ARTICLE 11 - Principes éthiques, sociaux et environnementaux

ESCOTA est une société du Groupe VINCI. En 2003, VINCI a adhéré au Pacte Mondial de l'Organisation des Nations Unies et s'est depuis engagé à en appliquer les principes.

Les principes éthiques d'ESCOTA sont détaillés au présent article et dans les documents de référence suivants :

- La Charte éthique et comportements,
- Le Code de conduite anticorruption.

Ces documents et principes définissent le Référentiel d'ESCOTA et sont accessibles à l'adresse suivante : <https://www.vinci-autoroutes.com/fr/engagements-ethique/>.

La Métropole TPM s'engage à prendre connaissance de ce Référentiel et à se tenir informé de ses évolutions.

Aussi, les Parties s'engagent, à la signature de la Convention, et pendant toute la durée de son exécution :

- A exclure tous comportements ou faits pouvant être qualifiés de corruption active

ou passive, de complicité de trafic d'influence ou de favoritisme ; et de façon plus générale, à exclure tout acte pénalement répréhensible et/ou de nature à porter atteinte à l'activité, à l'image et/ou à la réputation de l'autre Partie,

- A ne rien faire, par action ou omission, qui serait susceptible d'engager la responsabilité de l'autre Partie au titre du non-respect de la législation et de la réglementation relative à l'éthique en matière de lutte contre la corruption.
- A déclarer, sans délai, toute situation de conflit d'intérêts potentielle ou avérée dans le cadre de la Convention.

La Métropole TPM est informée du dispositif d'alerte mis en place par ESCOTA permettant le recueil de signalements de conduites contraires au Référentiel ou sur des informations portant sur un crime, un délit, une menace ou un préjudice pour l'intérêt général, une violation ou une tentative de dissimulation d'une violation d'un engagement international régulièrement ratifié ou approuvé par la France, d'un acte unilatéral d'une organisation internationale pris sur le fondement d'un tel engagement, du droit de l'Union européenne, de la loi ou du règlement.

Ce dispositif est disponible sur le site internet d'ESCOTA :

- En utilisant la plateforme d'alerte du Groupe VINCI Autoroutes disponible à partir de l'adresse suivante : <https://www.vinci-autoroutes.com/fr/ethique-dispositif-dalerte-interne>
- Par courrier électronique : ethique@vinci-autoroutes.com
- Par courrier postal : Référent éthique – Direction juridique
1973 Boulevard de la Défense
CS 10268
92757 Nanterre Cedex

La Métropole TPM pourra communiquer l'existence de ce dispositif d'alerte à ses salariés permanents ou occasionnels ainsi qu'à ses sous-traitants éventuels afin de faciliter la remontée à ESCOTA de tous manquements au Référentiel.

Ce dispositif est gratuit et garantit une confidentialité complète des signalements effectués.

Les Parties ont pleinement conscience du caractère substantiel que revêt la mise en place d'une relation conforme au Référentiel.

En fonction du niveau de gravité du manquement au Référentiel, la Partie victime pourra :

- Soit demander à la Partie défaillante de mettre en place sous 30 (trente) jours un plan de progrès dont le contenu sera établi d'un commun accord ;
- Soit demander la résiliation de la Convention (notamment en cas d'insuffisance ou d'absence de plan de progrès ou lorsque la nature du manquement l'impose) sans préjudice des dommages et intérêts auxquels la Partie victime pourrait prétendre du fait d'un tel manquement.

Par ailleurs, dans les mêmes conditions, les Parties attestent que leurs activités en lien avec la présente Convention ne portent pas d'atteintes graves envers les droits humains et les libertés fondamentales, la santé et la sécurité des personnes ainsi que l'environnement, en application de la loi n° 2017-399 du 27 mars 2017 relative au devoir de vigilance des sociétés mères et des entreprises donneuses d'ordre.

ARTICLE 12 – Droit applicable et litiges

La Convention est soumise au droit français.

Les Parties s'engagent à rechercher, en cas de litige portant sur l'interprétation et/ou l'exécution de

la Convention, toute voie amiable de règlement avant de soumettre le différend à une instance juridictionnelle.

En cas d'échec des voies amiables de résolution, toute action contentieuse doit être soumise au Tribunal territorialement compétent.

ARTICLE 13 - Domiciliation

Pour l'exécution de la Convention, les Parties font élection de domicile en leur siège respectif.

ARTICLE 14 - Liste des annexes

Annexe 1 : Plan du projet d'aménagement

Annexe 2 : Détail Estimatif

Fait à Toulon, le

Pour la Métropole TPM

Le Président

Pour ESCOTA

Le Directeur Opérationnel

M. Jean-Pierre GIRAN

M. Salvador NUNEZ

Bordereau des Prix Unitaires et Forfaitaires ACCORD CADRE 2021

L'attention des candidats est attirée sur le fait que la colonne "Prix Unitaires et Forfaitaire en euros H.T" doit être remplie pour l'ensemble des postes du présent bordereau de prix.

Les plus values spécifiées doivent être chiffrées en pourcentage (%).

N°	TRAVAUX A REALISER	U	Quantité (Q) *	Prix Unitaire et Forfaitaire en euros H.T	Prix Total en euros H.T (Q x P.U.F)
TP	TRAVAUX PREPARATOIRES (TP)				
TP01	Installation et sécurité de chantier				
TP01-1	Chantier simple	F	1	17 400,00 €	17 400,00 €
TP02	Signalisation de chantier générale terme fixe				0,00 €
TP02-1	Installation simple	F	1	7 800,00 €	7 800,00 €
TP03	Fourniture et pose de panneaux d'informations de chantier				0,00 €
TP03-1	Format 1,8 * 0,8 m	U	2	660,00 €	1 320,00 €
TP04	Constat d'huissier pour la totalité du chantier	F	2	745,00 €	1 490,00 €
TP05	Mise en place de marquage / piquetage spécifique de chantier	F	1	1 260,00 €	1 260,00 €
TP06	Mise en place de marquage / piquetage général de chantier	F	1	2 220,00 €	2 220,00 €
TP08	D.O.E - Levé Topographique - Récolement	M²	3800	2,10 €	7 980,00 €
TP09	Information du maître d'ouvrage pour les riverains - Boitage	F	1	258,00 €	258,00 €
	Sous-total travaux TP ->				39 728,00 €
D	DEMOLITIONS ET DECONSTRUCTIONS (D)				
D01	Dépose soignée de mobilier urbain de tout type en vue de leur réutilisation	U	2	24,00 €	48,00 €
D04	Découpe d'enrobé ou d'asphalte ou de tout matériaux	M	100	1,80 €	180,00 €
D05	Démolitions de bordures et / ou de caniveaux	M	294	4,00 €	1 176,00 €
D11	Démolition de revêtement de chaussée ou trottoir à la main avec évacuation	M²	300	23,00 €	6 900,00 €
D14	Rabotage mécanique	M²	3800	6,80 €	25 840,00 €
D15	Majoration pour rabotage mécanique	Cm	10500	0,20 €	2 100,00 €
	Sous-total travaux D ->				36 244,00 €
T	TERRASSEMENTS (T)				
T01	Déblais en masse en terrain en toutes natures	M3	15	65,00 €	975,00 €
T02	Déblais en masse à la main en terrain en toutes natures	M3	15	95,00 €	1 425,00 €
	Sous-total travaux T ->				2 400,00 €
PL	PLUVIAL ET ASSAINISSEMENT (PL)				
PL02	Déplacement de bouche d'égout à une entrée avec ou sans prébouches	U	2	1 740,00 €	3 480,00 €
PL11	Fourniture de plaque en acier moulé	Kg	30	1,80 €	54,00 €
PL12	Fourniture de plaque en fonte ductile équipée du logo Toulon "Port du Levant"	Kg	1200	1,90 €	2 280,00 €
	Sous-total travaux PL ->				5 814,00 €
M	MACONNERIE (M)				
M39	Remise à profil - 10 cm et + ou = à 10 cm				
M39-2	Bouche à clé	U	3	55,00 €	165,00 €
M39-5	Plaque de dimension strictement supérieure à 600 mm	U	12	211,00 €	2 532,00 €
	Sous-total travaux M ->				2 697,00 €
BC	BORDURES ET CANIVEAUX (BC)				
BC01	Fourniture et pose de bordures de trottoirs type T3	M	90	29,00 €	2 610,00 €
BC03	Fourniture et pose de bordures de trottoirs type T3 basses	M	50	33,00 €	1 650,00 €
BC04	Fourniture et pose de bordures de trottoirs type T3 biaisées	M	15	40,00 €	600,00 €
BC08	Fourniture et pose de caniveaux type CC2	M	20	50,00 €	1 000,00 €
BC09	Majoration pour fourniture et pose de bordures de trottoir et caniveau type T, A, P, CS3 et CC2 en béton coloré	M	175	7,00 €	1 225,00 €
	Sous-total travaux BC ->				7 085,00 €
CT	CHAUSSEE TROTTOIRS (CT)				
CT07	Fourniture et mise en œuvre à la main de Graves Non Traitées 0/20 ou 0/31,5	M3	70	38,00 €	2 660,00 €
CT08	Fourniture et mise en œuvre de grave bitume 0/14 ou 0/20	T	252	60,00 €	15 120,00 €
CT10	Fourniture et répandage d'enrobés silico-calcaire 0/6 ou 0/10	T	500	93,00 €	46 500,00 €
CT11	Fourniture et répandage à la main d'enrobés silico-calcaire 0/6 ou 0/10	T	50	115,00 €	5 750,00 €
CT13	Fourniture et répandage de bétons bitumineux ocre jaune trottoir à la main	M²	350	55,00 €	19 250,00 €
	Sous-total travaux CT ->				89 280,00 €
MU	MOBILIER URBAIN (MU)				
MU02	Fourniture et pose de mobilier urbain				
MU02-2	Fourniture et pose de potelet à boule haut fixe	U	40	97,00 €	3 880,00 €
MU02-5	Fourniture et pose de barrière à croisillons à boules 1 m	U	10	263,00 €	2 630,00 €
	Sous-total travaux MU ->				6 510,00 €
S	SIGNALISATION (S)				
S01	Fourniture et pose mât de signalisation verticale de police	U	2	234,00 €	468,00 €
S02	Fourniture et pose de panneaux de signalisation de police	U	2	173,00 €	346,00 €
S04	Fourniture et mise en œuvre de peinture pour marquage	M			
S04-1	Peinture pour marquage de couleur blanche	M	220	3,10 €	682,00 €
S05	Fourniture et mise en œuvre de peinture pour marquage spécifique	M²			
S05-1	Peinture pour marquage spécifique de couleur blanche	M²	150	21,00 €	3 150,00 €
S06	Fourniture et pose de bande podotactile	M²	30	105,00 €	3 150,00 €
S07	Fourniture et pose d'une bande de couleur rouge "CORAIL"	M	100	25,00 €	2 500,00 €

	Sous-total travaux S ->			10 296,00 €
PV	PLUS VALUE (PV)			
PV-01	Plus-value pour travaux réalisés la nuit	%	50%	
D14	Rabotage mécanique	3800	3,40 €	12 920,00 €
D15	Majoration pour rabotage mécanique	10500	8,10 €	1 050,00 €
CT08	Fourniture et mise en œuvre de grave bitume 0/14 ou 0/20	252	30,00 €	7 560,00 €
CT10	Fourniture et répanage d'enrobés silico-calcaire 0/6 ou 0/10	500	46,50 €	23 250,00 €
CT11	Fourniture et répanage à la main d'enrobés silico-calcaire 0/6 ou 0/10	50	57,50 €	2 875,00 €
S04-1	Peinture pour marquage de couleur blanche	220	1,55 €	341,00 €
S05-1	Peinture pour marquage spécifique de couleur blanche	150	10,50 €	1 575,00 €
	Sous-total travaux PV ->			49 571,00 €
PS1	Aménagement piste cyclable	ML 50	58,85 €	2 942,50 €
PS2	Aménagement quai bus	FT 1	14 501,50 €	14 501,50 €
PS3	Signalisation spécifique complémentaire	FT 1	20 000,00 €	20 000,00 €
	Sous-total travaux PS ->			37 444,00 €

MONTANT TOTAL

Sous-total travaux TP ->	39 728,00 €
Sous-total travaux D ->	36 244,00 €
Sous-total travaux T ->	2 400,00 €
Sous-total travaux PL ->	5 814,00 €
Sous-total travaux M ->	2 697,00 €
Sous-total travaux BC ->	7 085,00 €
Sous-total travaux CT ->	89 280,00 €
Sous-total travaux MU ->	6 510,00 €
Sous-total travaux S ->	10 296,00 €
Sous-total travaux PV ->	49 571,00 €
Sous-total travaux PS ->	37 444,00 €
MONTANT TOTAL H.T	287 069,00 €
T.V.A (20%)	57 413,80 €
MONTANT TOTAL T.T.C	344 482,80 €

